

Des fiertés coloniales aux grandes fortunes de Madagascar

Blog Médiapart – Gros maux malgaches - 02/02/2021

Par [GoodMorningMada](#)

Pourquoi Madagascar est le pays le plus pauvre de la planète ? La colonisation économique a-t-elle pris fin en 1960 ? Découvrons ensemble comment les familles ayant bénéficié de la colonisation pilotent en 2021 les sphères économiques et politiques du pays.

Du protectorat de 1882 au statut de territoire d'outre-mer de 1946 à 1958, en passant par la colonisation à partir de 1896, ce sont là des pans de l'Histoire malgache les plus documentés.

Il est facile de trouver dans les cahiers d'Outre-Mer, sur le site des entreprises coloniales ou encore au niveau des archives françaises officielles - mais surtout sur l'exceptionnelle Gallica, bibliothèque numérisée de la Bibliothèque nationale de France, forte de ses millions de livres et revues, une masse incroyable d'informations sur cette période clé de l'histoire de France et de ses possessions, mais surtout des archives extrêmement précieuses pour les pays colonisés en général, et pour Madagascar en particulier.

Madagascar. Civilisation pluricentenaire, royaume indépendant et reconnu dès le XIXème par les occidentaux, annexé puis soumis à la course à la colonisation, fleuron de l'empire colonial français, territoire de l'une des plus sanglantes répressions françaises, « indépendantisé » en 1960, à la botte du général de Gaulle puis de l'URSS, retardataire dans la course au capital,... Madagascar est aujourd'hui le pays le plus pauvre et le moins avancé de la planète, le seul qui régresse continuellement depuis 1960 sans guerre frontalière ou guerre civile.

Les chercheurs, malgaches, français, ou autres ; les universitaires, les intellectuels, les politologues, les sociologues, les anthropologues et pléthore de spécialistes tentent en vain de trouver les causes profondes de l'incapacité malgache à s'émanciper du carcan de la misère. Mauvais choix politiques ? Corruption systémique ? Population inadaptée aux exigences démocratiques ou républicaines ? Toutes ces pistes, déjà empruntées par de nombreux experts et cela depuis des décennies, sont justes.

Cependant, là où les recherches manquent, c'est dans la mise en relation entre le modèle économique colonial, les entreprises et familles qui en étaient les actrices, et les grandes entreprises et puissantes familles du Madagascar de 2021. Cette réflexion est une ébauche d'analyse des liens de corrélation entre les concessions coloniales et les grands industriels et grandes familles aux rôles déterminants dans la vie économique et politique malgache, tout en posant les bases d'un questionnement légitime de l'effet de ces liens sur la paupérisation constante de la population.

Madagascar représentait près du dixième de l'étendue totale des possessions coloniales françaises. C'est une île, facilement défendable, fertile par endroits, idéale pour le pâturage dans d'autres et au sol exceptionnellement riche en or et autres minerais. Le parlement français était opposé au modèle des concessions coloniales - idée d'Eugène Étienne, sous-secrétaire d'Etat aux Colonies en 1891, mais il se laissa finalement emporter par la lucrative opération avec l'appui de Paul Leroy-Beaulieu, porte-parole du patronat. Le lancement du modèle se concrétise rapidement : il est procédé, avec la complicité du gouvernement malgache, au partage d'immenses concessions de terres pour exploitation : mines, plantations, élevage, industries de transformation, etc.

Les visées réelles des colonisateurs transparaissent dans une lettre que le capitaine Théophile Pennequin, admirateur de son supérieur hiérarchique, le général Joseph Gallieni, gouverneur général de Madagascar, adresse à l'écrivain Charles Lemire. Il s'agit de faire prospérer l'empire colonial français, en incitant par exemple, « dans la plus large mesure possible, avec des faveurs spéciales à l'intention des militaires qui ont l'intention de s'installer dans la colonie pour y créer des exploitations ».

Ceci ne revêt qu'un aspect, mais en réalité il suffisait de ne pas être indigène, ou alors d'être un indigène collaborant au succès de l'empire colonial pour accéder à ces terres. Les principales intéressées sont donc des familles françaises, malgaches, indiennes, mais aussi grecques.

Nous nous intéresserons aux familles héritières de ces concessions coloniales qui sont toujours actives dans le quotidien économique et politique de la Grande Île. Pour cela il sera procédé à un échantillonnage des familles par origine, afin d'illustrer au mieux la diversité de ce qui fait le Madagascar d'aujourd'hui.

Les irréductibles familles françaises

C'est un document de soixante pages qui liste l'ensemble des entreprises coloniales détenues par des entrepreneurs et des familles françaises dans des domaines aussi variés que les cultures de rente, la transformation industrielle ou les services. La plupart de ces familles ont disparu durant la seconde guerre mondiale, puis après le processus d'indépendance enclenché en 1958. Mais il y a des irréductibles, et parmi eux se trouve la famille de Heaulme.

Installés depuis 1936 en Androy, à l'extrême-sud de Madagascar, les de Heaulme sont les numéros un de l'exploitation du sisal. C'est le patriarche, Henry de Heaulme, qui profitera de l'opportunité coloniale offerte aux Français en terre malgache pour prendre possession de plusieurs milliers d'hectares entre Fort-Dauphin et Berenty, démarrer l'exploitation de sisal et fonder ainsi le groupe HAH. La société familiale est aujourd'hui un groupe investi dans le tourisme et l'exportation de sisal, se targuant d'entretenir plus de 6000 hectares de terres, de produire « le meilleur sisal au monde » et d'employer près de 1500 « collaborateurs », descendants pour la plupart des anciens indigènes qui ont fait leur fortune. Jean, le fils, n'hésite pas à dire que la région était destinée à mourir au vu de l'aphasie généralisée. Les autres membres de la famille, Claire, Bénédicte et Philippe, font prospérer le groupe et participent à forger une image d'Épinal de ce groupe familial ayant à cœur d'aider les locaux à vivre dignement et à préserver la faune et la flore endémiques via leur réserve de 1000 hectares, Berenty.

D'autres entreprises sont encore présentes sur l'île, même si les propriétaires ne sont plus les colons d'origine : à l'instar de la Société Tananarivienne de Réfrigération - plus connue sous le nom de STAR, une des entreprises les plus emblématiques du *vita malagasy*, fabriqué à Madagascar - fondée en 1947 par la société La Rochefortaise. Après un transfert de capitaux vers le groupe Castel (lui-même héritier d'une vieille compagnie coloniale de commerce de vin en Afrique) la STAR produit et continue à distribuer la THB, boisson qui fait la fierté nationale en cachant bien son jeu : elle n'est finalement qu'un pur produit de la colonisation, puis de la France-Afrique.

Enfin, penchons-nous sur une institution hôtelière de la capitale : l'hôtel Colbert. Passons outre le fait que Colbert, ministre de Louis XIV, est considéré par d'aucuns comme le pionnier de l'esclavage français en tant qu'instigateur du Code noir. Cet hôtel voit le jour en 1928 à l'initiative de monsieur Caruso - pas le ténor italien, mais un commerçant français, anciennement perruquier à Tamatave. Petite brasserie familiale devenue hôtel de référence sous la direction de Mère Gay, c'est après la colonisation que l'établissement devient un groupe de taille, géré sans interruption par des familles françaises, la plus emblématique étant la famille Léoni qui possède l'hôtel depuis plus de vingt-cinq ans. Cette famille corse était proche du céléberrime Jacques Foccart ainsi que des grandes familles mafieuses qui dirigent les casinos en Afrique francophone, de Dakar à Djibouti en passant par le Maroc et Madagascar.

Notons que l'hôtel Colbert est mitoyen au palais d'Ambohitsorohitra - bâti entre 1890 et 1892 pour recevoir l'habitation et les bureaux du Résident de France, et où le général Gallieni, premier gouverneur de la colonie, installa le siège de son administration – cet ancien siège des gouverneurs français et actuellement le bureau officiel de la présidence de la République malgache. Depuis 2009, les chambres, salons et tables du Colbert sont l'arrière-cour des politiciens, ministres et députés qui se succèdent, et le directeur actuel de l'hôtel, Eric Koller, descendant de français de l'île Sainte-Marie, y reçoit fréquemment des hordes de conseillers spéciaux.

Les familles malgaches partisans de l'empire colonial

Bien que les massacres français suite aux insurrections de 1947 à Moramanga aient été parmi les plus sanglants de l'histoire de l'empire colonial, la colonisation de Madagascar n'a pas été une opération guerrière dans son ensemble. Au contraire, c'est avec une facilité déconcertante que la France réussit à s'emparer intégralement de l'île, en grande partie grâce aux diverses complicités des malgaches puissants, décidés à s'enrichir ou à tirer un profit quelconque dans la démarche.

Trahison ou collaboration, les points de vue peuvent varier, mais ce qui est certain c'est que plusieurs familles, présentes aujourd'hui encore dans les hautes sphères financières et politiques de la capitale, ont très largement profité des actes de leurs ancêtres, et continuent à en tirer profit.

Ainsi la famille Andriantsitohaina, issue de la haute bourgeoisie *merina* implantée à Anjozorobe. C'est le patriarche, Josoa Andriantsitohaina (1896-1976) qui profite de la fuite des colons français dans les années 1950 pour acheter une concession coloniale de près de 90 hectares à un certain monsieur Vitry et devenir ainsi un des premiers grands propriétaires terriens de la région. Il s'investira dans la tabaculture et la riziculture avant d'être nommé grand chancelier de la première République, puis agent des Tabacs de Madagascar sous la présidence de Philibert Tsiranana.

Son fils Jean-Charles, présenté comme l'un des plus grands capitaines d'industrie du pays à sa mort en 2018, laisse derrière lui l'héritier de son trône, Naina Andriantsitohaina, à la tête d'un conglomérat mêlant imprimerie, médias et finances, anciennement ministre des Affaires étrangères et maire actuel de la capitale, Antananarivo.

La famille Andriantsitohaina n'est qu'une de ces familles emblématiques, mais de nombreuses autres mériteraient de faire l'objet de recherches plus approfondies afin de mieux appréhender les enjeux actuels.

Parmi elles, intéressons-nous à la famille Ranarivelo, avec son patriarche, Emile, fils cadet de Rakotovao, secrétaire de la royauté malgache. Né en 1870, Emile Ranarivelo, issu de la noblesse, n'hésitera pas à utiliser son statut de privilégié pour tirer profit de la colonisation. En effet, c'est en se rendant à l'Exposition universelle de Paris en 1900 que naît son idée de créer un chapeau malgache à base de paille de riz, qu'il finira par commercialiser dès 1908 et ce, par centaines de milliers, exportés à la gloire de l'empire colonial jusqu'aux Etats-Unis d'Amérique. Son affaire est « la plus importante des maisons indigènes de la place ».

Avant d'obtenir la citoyenneté française en 1910, il sera décrit par le fonctionnaire qui l'enregistre comme « loyal envers l'administration française ». Sa descendance possède actuellement plusieurs terrains dans la capitale, dont le plus connu est le Parc Tsarasaotra - un des sites Ramsar, désigné cinquième zone humide d'importance internationale en mai 2005, acheté par les Ranarivelo en 1896 aux descendants du Premier ministre Rainilaiarivony, quand il fut exilé en Algérie.

Enfin, un dernier exemple de famille malgache, les Ramanandraibe. Véritable fierté nationale, il s'agit d'une famille discrète mais très puissante, dont le patriarche, Joseph Ramanandraibe, fondateur du groupe du même nom, a commencé comme petit commerçant dès 1927 pour ensuite prendre de l'envergure jusqu'à devenir une des fiertés de l'Empire. Son histoire est intimement liée à celle d'une famille de colons réunionnais, les Robert, chocolatiers de Tamatave et à la famille Berger, l'une des plus puissantes entreprises coloniales de Madagascar, présente dans plusieurs domaines de la colonie. Cette concession est mise à la disposition de la famille Ramanandraibe après la colonisation, ce qui leur vaut d'avoir accès non seulement à d'immenses terres de culture de cacao, mais également à toutes les machines nécessaires pour continuer la tradition française chocolatière des Robert.

Aujourd'hui, la Chocolaterie Robert, entreprise phare du groupe composé d'une douzaine de sociétés, est considérée comme le *must* de ce que Madagascar peut offrir au monde. Avec son « cacao 100% bio, de la meilleure qualité au monde », la marque a été primée de nombreuses fois internationalement. Le chocolat Robert « mélange tradition, caractère et savoir-faire », culture d'excellence, esprit de famille... à la française.

Les familles grecques et leur sens de l'opportunisme

Le principe colonial est simple : en terre française colonisée, la priorité est donnée aux Français de métropole venus s'installer dans la colonie, puis, dans l'ordre, aux Européens, aux Indiens, aux Chinois, et enfin une minuscule place est accordée à l'élite financière indigène.

La famille Cotsoyannis est présente sur l'île depuis 1896. Ce sont des commerçants grecs ayant pris possession de plusieurs terres le long de la Nationale 7, en direction du sud de l'île. Leurs descendants deviendront de grands noms du tourisme local, avec l'hôtel éponyme à Fianarantsoa, puis le fameux Salary Bay, un petit air de Santorini version malgache. L'héritier n'est autre qu'Emmanuel Cotsoyannis, entrepreneur à succès, à la tête de la filiale malgache d'Investisseurs et Partenaires.

Il serait impossible de ne pas mentionner la famille Taloumis, qui est arrivée en 1958, période on ne peut plus troublante et troublée pour les Français qui sentent le vent de l'indépendance souffler fort sur leurs intérêts et leurs privilèges. Le fils, Panayotis Taloumis, alors adolescent, ressent alors déjà les potentialités économiques et attendra quelques années après l'indépendance pour commencer son empire, avec sa première société, TAF, spécialisée dans l'agroalimentaire. Il deviendra par la suite l'un des plus grands entrepreneurs de l'île, à la tête de plusieurs firmes, grand propriétaire terrien, au coeur des polémiques sur les remblais des zones marécageuses d'Antananarivo - cause première des inondations annuelles de novembre à avril.

Les familles indiennes, reines du commerce

Les premières arrivées à Madagascar d'Indiens originaires du Gujarat commencent dès le XIXème siècle. Ils ne se fixèrent cependant sur l'île pour faire du commerce que vers 1826.

Au début de la période coloniale, certains Indiens approvisionnent l'armée et leurs réseaux de distribution maritime et fluviale contribuent au désenclavement de nombreuses régions malgaches. D'une grande aide pour l'administration coloniale, les Gujaratis participent également au succès des grossistes des compagnies françaises, via leur réseau de boutiquiers et collecteurs qui vont très loin dans les campagnes.

La seconde guerre mondiale sera l'occasion pour ces familles de s'enrichir très largement, grâce à la corruption et aux pratiques frauduleuses. Jugées comme « une plaie pour le pays » par certains milieux malgaches qui s'en inquiètent dans la presse, des fortunes démesurées se créent alors : « une estimation modérée permet d'indiquer qu'une vingtaine d'Hindous ont une fortune supérieure à 50 millions de francs CFA ».

Un nom revient souvent, celui de H.J.Barday, commerçant à succès. Conscient qu'il lui faut protéger sa fortune, il demande la nationalité française en prônant un « métissage de fait, au vu des intérêts communs ». Barday, qui a

commencé comme tanneur en 1947, n'est autre que le fondateur du groupe Basan, fleuron de l'industrie agroalimentaire malgache avec notamment l'incontournable marque JB, dont les produits sont parmi plus implantés dans le quotidien des consommateurs malgaches. Son héritier, Karim Barday, français, est aujourd'hui à la tête d'un conglomérat puissant, qui domine le marché malgache avec une stratégie marketing redoutablement efficace.

Il y a évidemment de nombreuses autres familles indiennes dans le même cas, toutes à la tête des entreprises les plus rentables de l'île. C'est le cas des groupes Unima et Socota, dirigés d'une main de maître par le très discret Salim Ismail, cousin des Barday. Son histoire commence en 1850, date à laquelle son grand-père quitte la région de Porbandar en Inde pour s'installer sur la Grande Île. Dès 1931, Mamad Ismail fonde un commerce fleurissant dans le secteur du textile, qui fait prospérer l'empire colonial et qui se transforme dès 1950 en un véritable groupe industriel. Sous la direction de Salim Ismail, de nationalité française, le groupe qui compte près de 4000 employés pèse désormais plusieurs centaines de millions d'euros et règne en maître absolu sur le secteur de la crevette et du textile.

Nous ne pouvons pas passer à côté de la deuxième fortune du pays, fortune colossale amassée en quelques années mais qui puise ses origines à leur arrivée en 1866 : la famille Hiridjee. Cette famille indienne s'est discrètement implantée à Madagascar depuis cent cinquante ans, mais leur enrichissement est effectif à partir des années 1950, quand le père, Rossanaly Hiridjee, fonde Hirimix, spécialisé dans le textile. Cette famille, naturalisée française, se fera connaître du grand public grâce au fils, Hassanein Hiridjee : virtuose du capitalisme, il transforme le petit groupe familial en un véritable empire africain, qui possède des entreprises dans les « secteurs essentiels au développement économique et social » des pays de l'océan Indien et d'Afrique continentale : télécoms, énergie, finances, immobilier, open innovation et fintech. Le groupe Axian est numéro un des télécoms dans l'océan Indien avec Telma et numéro un dans la distribution des produits pétroliers à Madagascar avec Jovenna.

Au regard de ces informations, en libre accès dans les archives françaises et sur Internet, plusieurs questions semblent légitimes : en 2021, que consomme le citoyen malgache ? Connaît-il réellement l'histoire économique de son pays ? A-t-il la moindre idée des personnes et des enjeux autour de l'élite financière et politique de son pays ? S'il avait les réponses à toutes ces questions, resterait-il de marbre ? Quelle est la légitimité de ces entreprises coloniales, aujourd'hui championnes incontestables et incontestées de l'industrie malgache moderne ? Les hommes politiques malgaches qui ont pignon sur rue, héritiers des collaborateurs avec l'envahisseur, sont-ils vraiment ce qu'ils disent être ? En termes de souveraineté politico-économique, quid de ces citoyens à la double nationalité (franco-malgaches, franco-grecs,...) et de ceux à la nationalité française (d'origine indienne) qui pilotent le secteur privé et les sphères du monde politique « malgache » ?

La plantation de sisal des de Heulme, la réserve de Berenty, ProRent, Madagascar Resorts, la Brasserie STAR et ses emblématiques Grenadines, Bonbon anglais, THB ou Eau Vive, l'Hôtel Colbert, le Kaleta et le Grand Hôtel, le groupe UltimaMedia avec Les Nouvelles, NewsMada et sa radio Alliance 92, l'imprimerie Niag, Prochimad, la BMOI, l'export massif de café, d'essence de girofle et de vanille du groupe Ramanandraibe, la chocolaterie Robert, les propriétés des Ranarivelo et le poumon d'Antananarivo : le parc Tsarasaotra, les hôtels Cotsoyannis et Salary Bay, Miarakap, le géant TAF et sa zone Zital, le groupe Basan et son emblématique JB, Lecofruit, OIM et Tanjaka Food, l'immense groupe Socota et ses filiales, Unima et ses fameuses crevettes Label Rouge, FirstImmo, Telma, BNI Crédit Lyonnais, Jovenna, Nexta, Park Alarobia,...

Cette liste, longue mais non-exhaustive, permet de prendre conscience de l'étendue de la puissance de cette petite poignée de familles, descendantes des fleurons de l'empire colonial français à Madagascar. Ce bref aperçu des réalités politico-économiques malgaches mène à une seule réponse : il existe un lien avéré, limpide, entre la colonisation et ses logiques d'accaparement et d'appropriation, les fortunes indécentes des industriels de Madagascar, et l'extrême pauvreté du pays et de ses 25 millions de miséreux.

Puisse le peuple de Madagascar retrouver un jour sa dignité, en se rappelant tous les pans de son histoire et en agissant à ce que les inégalités et injustices du passé n'influent plus sur son présent ni sur son avenir.

Sources :

Le peuplement de nos colonies : concessions de terres, Madagascar, Indo-Chine française, Nlle Calédonie, Congo, Tunisie, Djibouti (1839-1912). C.Lemire, *Bibliothèque nationale de France*,

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5708223v.textelimage>

Les types de sociétés agricoles privées à Madagascar : formation, structure et propriétés. F. Kørner, *Cahiers d'outre-mer*, no. 83, 1968. pp. 276-297, www.persee.fr/doc/caoum_0373-5834_1968_num_21_83_4161

Annuaire des entreprises coloniales 1951, Madagascar et dépendances, 11 janvier 2020, http://www.entreprises-coloniales.fr/madagascar-et-djibouti/AEC_1951-Madagascar.pdf&usg=AFQjCNF_Ah-R3AwliVg_ZHkAcP2eZghP7A

Historique et trajectoire de trois concessions coloniales à Sainte-Marie, Madagascar. CIRAD, 2013.

https://agritrop.cirad.fr/571600/1/document_571600.pdf

Statistiques des concessions domaniales accordées à Madagascar aux Français, Malgaches et étrangers asiatiques (1899-1960). F. Koerner, *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 79, no. 297, 4^e trimestre 1992. pp. 557-578, www.persee.fr/doc/outre_0300-9513_1992_num_79_297_3054

Cahiers malgaches 1937, *Fonds patrimoniaux de l'OI*, 2014, <https://www.yumpu.com/fr/document/read/17140042/malgaches-fonds-patrimoniaux-de-loi>

Décolonisation et économie de plantations : situation des propriétés européennes à Madagascar. F.Koerner, *Annales de Géographie* 78, no. 430, 1969. pp. 654-79, <http://www.jstor.org/stable/23447739>

Les populations et l'économie de Madagascar. C.Robequain, *Annales de Géographie* 62, no. 331, 1953. pp. 209-211, www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1953_num_62_331_14045

Ordre du mérite de Madagascar et dépendances. 14 mai 1901, http://www.france-phaleristique.com/ordre_merite_madagascar_depandances.htm

Jean de Heulme, personnage du film documentaire « Je veux ma part de terre – Madagascar », <https://jeveuxmapartdeterre.fr/index.php/personnages/7-jean-de-heulme>

Berenty. A.Poussin, *Madatrek*, 18 novembre 2015, <https://madatrek.com/madatrek/berenty/>

Castel, l'empire qui fait trinquer l'Afrique. *Le Monde diplomatique*, octobre 2018, <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/10/BLAMANGIN/59159>

Cameroun, Congo, Gabon, Mali, RDC... : ci-gît la Corsafrique ! *Jeune Afrique*, 12 mai 2015, <https://www.jeuneafrique.com/231711/politique/cameroun-congo-gabon-mali-rdc-ci-g-t-la-corsafrique/>

Mémoire de l'esclavage : débaptisons les collèges et les lycées Colbert ! L.-G.Tin et L. Sala-Molins, *Le Monde*, 17 septembre 2017, https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/17/debaptisons-les-colleges-et-les-lycees-colbert_5186813_3232.html?h=16

Présentation d'Anjozorobe, ville de Madagascar, *Wikipédia*, <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Anjozorobe>

Qui sont les capitaines d'industrie de l'île ? *Jeune Afrique*, 24 novembre 2016, <https://www.jeuneafrique.com/mag/373118/economie/madagascar-capitaines-dindustrie-de-lile/>

Au creux de l'intime. Familles et sociabilités de l'entre-deux à Madagascar pendant la période coloniale (1896-1960). V. Tisseau, *Annales de démographie historique* 2018/1, 2018. pp 113-140, <https://www.cairn.info/revue-Annales-de-demographie-historique-2018-1-page-113.htm>

Le panama malgache, le succès de la paille par Émile Ranarivelo. *Voyage Madagascar*, 16 août 2018, <https://www.voyagemadagascar.com/panama-malgache-succes-de-paille-emile-ranarivelo>

Le cinquième site de Madagascar. 23 mai 2005, https://www.ramsar.org/fr/news/le-cinquieme-site-de-madagascar&usq=AFQjCNEJM9ehQzEnLBkLVrRC9b_v_MsQ2w

Biographie de Joseph Ramanandraibe. *Dictionnaire biographique des chrétiens d'Afrique*, 2009, <https://dacb.org/fr/stories/madagascar/ramanandraibe/>

Panayotis Taloumis, un patriarche discret mais bien connecté. *Africa Intelligence*, 12 mars 2014, <https://www.africaintelligence.fr/insiders/madagascar/2014/03/12/panayotis-taloumis-un-patriarche-discret-mais-bien-connecte/108011828-be1>

Contribution à l'étude des sentiments identitaires des indiens de Madagascar. L. Gandelot, *Lusotopie* XV(1), 2008, pp. 175-182, <http://journals.openedition.org/lusotopie/823>

Une nouvelle génération de businessmen karanas prend la relève, *Africa Intelligence*, 24 août 2017, <https://www.africaintelligence.fr/insiders/madagascar/2017/08/24/une-nouvelle-generation-de-businessmen-karanas-prend-la-releve/108258394-be1>

Axian dans la cour des grands, *Jeune Afrique*, 20 février 2020, <https://www.jeuneafrique.com/mag/896387/economie/axian-dans-la-cour-des-grands/>

La présence économique française à Madagascar, *Direction Générale du Trésor*, 8 janvier 2019, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2019/01/08/la-presence-economique-francaise-a-madagascar>

Annuaire général du gouvernement général de Madagascar et dépendances, 1909-1910, *Bibliothèque nationale de France*, département Philosophie, Histoire, Sciences de l'Homme, 17 janvier 2011, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k55306285.texte.langEN&usq=AFQjCNFHHpMOqIgrWx-O8qNWGfXC9jD3Wg>

Sites officiels des groupes cités :

AXIAN, <https://www.axian-group.com/>

BASAN, <https://www.basan.mg/>

HAH, <http://groupe-hah.com>

ROBERT, <https://chocolaterierobert.fr/>

SOCOTA, <https://www.groupesocota.com/>

STAR, <https://www.star.mg/>

UNIMA, <https://www.unima.com/>

Source : <https://blogs.mediapart.fr/goodmorningmada/blog/010221/des-fiertes-coloniales-aux-grandes-fortunes-de-madagascar-0>